

L'évolution de la réflexion des partenaires nous amène à orienter nos choix, surtout en Amérique latine, vers la participation citoyenne : droit à la terre (soutien du MST-Mouvement des Sans Terre-au Brésil), droits juridiques et syndicaux. Des partenaires viennent témoigner des méfaits de la mondialisation sur l'économie du Sud.

L'approfondissement de la réflexion politique et économique sur le long terme se développe. En effet, FdH a essayé, avec ses partenaires du Sud, de donner plus de sens encore aux concepts de «partenariat» et de «coresponsabilité ». FdH Europe, dont FdH Luxembourg est un membre actif, participe à des campagnes, à des réseaux, à des mouvements alter-mondialistes du type Forum social national, européen ou mondial. A Porto Alegre, FdH a proposé des ateliers préparés et développés de façon concertée avec les partenaires du Sud. Nous avons également favorisé et financé la participation de partenaires du Sud à ces instances.

Ces nombreux échanges, les ateliers et séminaires sur des thèmes communs aux partenaires du Sud et du Nord, deviennent possibles par le fait que les associations FdH nationales en France, Italie, Belgique et Luxembourg ont mis en place des concertations pour chaque continent, qui décident avec leurs partenaires Sud des stratégies à adopter.



Au début des années 2000, ici en Europe, FdH donne une importance croissante à **l'éducation au développement**. Plusieurs animations avec des partenaires sont organisées, telles que «*Regards croisés de femmes*» où quelques Bénévoles sont venues partager la vie d'agriculteurs du Nord et échanger leurs expériences ; ou aussi «*Paroles du Mali*» à la Kulturfabrik d'Esch-sur-Alzette, avec expos, concerts, théâtre, marionnettes et atelier de fabrication d'instruments de musique traditionnels pour des enfants encadrés par les artistes maliens.

Un autre éveil à la vie, l'environnement, la géographie, la nourriture et les loisirs d'enfants du Burkina s'est déroulé durant trois semaines à l'école primaire de Frisange.

Une exposition de jouets fabriqués avec des matériaux de recyclage a eu lieu au Cactus Belle Etoile.

Plus récemment, un groupe d'élèves du Lycée technique agricole d'Ettelbrück a préparé et fait un voyage d'études et de partage avec notre partenaire NAAM au Burkina-Faso ; élèves et professeurs en sont rentrés profondément transformés.

Fin 2004, quelques jeunes de l'Ecole européenne ont découvert en Bolivie la rude vie des paysans de l'Altiplano et des petits producteurs de café des régions subtropicales des Yungas.

30 ans

frères des hommes

L'intérêt, même « subsidiaire », que représentent par rapport à l'aide bilatérale ou multilatérale les associations citoyennes de type FdH n'a pas échappé aux autorités européennes et nationales. C'est ainsi qu'au Grand-Duché tout un arsenal (loi de janvier 1996 sur la coopération au développement) a été mis en place pour favoriser la sensibilisation et l'éducation au développement, pour faciliter le fonctionnement des ONG, pour permettre le cofinancement, par le ministère de la Coopération, de projets de développement. Divers instruments existent à cet effet : donation globale, accord cadre pluriannuel, remboursement de frais administratifs, subsides.

De ce fait, le travail des permanents devient de plus en plus astreignant, les exigences administratives des bailleurs de fonds demandant une rigueur et une compétence professionnelle accrues dans la rédaction et le suivi des projets, y compris les demandes de cofinancement. Sans oublier le nerf de la guerre : la recherche de fonds propres ! Il faut faire preuve d'ingéniosité et multiplier les contacts avec les communes, les écoles, les fondations ou autres associations.

Pour cet éventail d'activités, réflexion, organisation, présence aux stands d'expos, etc., il faut que l'association ait les ressources humaines suffisantes et qu'elle renouvelle ses membres actifs bénévoles. Quelques heures de votre temps libre constitueraient notre plus beau cadeau d'anniversaire !



Frères des hommes : 11, rue des Bains • L-1212 Luxembourg
Tél. 46 62 38 • e-mail : fdh@cercle.lu
CCPL LU23 1111 0089 9874 0000
Imprimé par Imp. Mil Schlimé sur papier recyclé.

30 ans



Luxembourg

Notre association a commencé à fonctionner de façon informelle en 1974, à l'initiative de quelques bénévoles qui avaient entendu parler de Frères des Hommes (FdH) France, association existant depuis 1965 et qui partageaient la façon de voir de celle-ci.

En effet, c'est à Calcutta, ville qu'Armand Marquiset a visitée en 1964 et qui lui semblait être «la capitale de la misère du monde», que FdH France a commencé en 1965 par un programme de distribution de nourriture aux enfants de femmes travaillant sur des chantiers de construction.

De 1965 à 1970, cette même activité à Ouagadougou, Koudougou, Bobo-Dioulasso (Haute-Volta devenue Burkina Faso) et à Recife (Brésil) constituait une sorte de mission de charité envers les plus pauvres du monde.

Il n'y avait guère alors sur la place (à Luxembourg) d'associations humanitaires internationales ni d'organisations de développement non confessionnelles. Pour être efficace, il fallait se donner un cadre juridique, un local, des structures. Surtout se posait le problème du financement, non pas tant des dépenses de fonctionnement (couvertes essentiellement par l'apport et la participation personnelle des premiers membres) que de «l'action directe», c'est-à-dire l'envoi de volontaires sur le terrain et le soutien de projets initiés par les «Frères des Hommes» français et belge.

C'est lors de cette nouvelle étape de l'évolution de FdH au début des années 70, celle du transfert des technologies avec des volontaires européens solidement formés au niveau technique qui portaient conseil aux paysans du tiers monde, qu'est née notre association au Luxembourg. La structuration de FdH à Luxembourg a débuté par la création, en novembre 1974, d'une «association sans but lucratif» agréée par les autorités compétentes, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Nous soutenions alors des projets en Afrique (Burkina Faso), Asie (Inde et Bangladesh) et Amérique latine (Bolivie, Brésil, Pérou, Equateur, Haïti). Un volontaire luxembourgeois (A. Meiers) travaillait au Brésil. C'était l'époque des volontaires : agronomes, enseignants, médecins, infirmières qui, dans l'ardeur de leur jeunesse et de leur enthousiasme, portaient «aider et porter conseil» aux plus démunis. Ce sont les grandes heures du «développement au ras du sol» avec cette profonde certitude que l'on pouvait améliorer la situation de ces





30 ans

frères des hommes

pays avec nos techniques européennes. Ces initiatives étaient financées par un réseau de donateurs sensibilisés grâce aux bulletins de FdH, aux expositions, aux concerts et aux conférences au cours desquelles nous projetions des films en 16 mm qui illustraient le travail des volontaires.

A mesure que se développe l'idée européenne et que la société civile prend conscience de la «mondialisation» du **mal-développement**, commence une profonde remise en question par les volontaires et les permanents de FdH. Forts de leur expérience sur le terrain, ils témoignent que les causes de la misère sont plus liées aux structures économique, politique et sociale des pays qu'au climat ou à la terre : injustice dans la répartition des terres, utilisation des meilleures terres pour des produits d'exportation vers les pays riches, inaccessibilité aux services de santé et à l'école pour la majorité des pays pauvres. Distribution de nourriture et présence sur place de volontaires sont contestées. Cette observation des volontaires a amené l'association à valoriser les liens tissés avec les populations assistées pendant des années, et c'est ainsi que le concept de **partenariat** remplace celui d'assistantat.

Lors d'une historique «Table ronde» **en 1980**, se forge «la Charte», véritable redéfinition du mouvement. Les nouvelles grandes lignes d'action sont :

- * appui aux initiatives locales
- * affirmation du concept de partenariat

Le nombre de volontaires sur le terrain diminue, laissant l'initiative aux groupements locaux organisés. Dans le même temps, le nombre de projets soutenus augmente. Des «Conseils Continents» sont mis en place au cours desquels des représentants d'initiatives locales d'un continent et de FdH se rencontrent pour informer, échanger, analyser et décider des priorités ou des stratégies d'action pour le continent.

C'est avec cette nouvelle philosophie que pendant la période 1982-1988, Jean-Pierre Abatti, volontaire luxembourgeois, participe à un travail de conscientisation et d'organisation auprès de petits paysans en Bolivie.



Photo Jos Lippert

La recherche de financements évolue et l'intérêt de l'Etat pour les ONG de développement s'accroît. Précurseur en la matière, le Luxembourg rédige une loi sur le statut du coopérant, favorisant la réinsertion sociale de ce dernier à son retour. C'est aussi le début des cofinancements de projets par l'Etat luxembourgeois et par la Commission européenne, permettant, en fonction de nos fonds propres, de multiplier les champs d'action avec nos partenaires. Le taux de l'aide varie de 50 à 80%.

A ce moment, l'information sur le tiers monde évolue en **sensibilisation** de nos populations du Nord.

1981-1985 : c'est l'heure des grandes campagnes lancées par FdH France, que nous menons en collaboration avec d'autres ONG de développement luxembourgeoises.

La première campagne, «*Mieux se nourrir ici, vaincre la faim là-bas*» avec le slogan «Le grain du pauvre pour nourrir la vache du riche», provoqua chez beaucoup d'entre nous un choc, une prise de conscience de l'interdépendance entre notre mode de consommation «ici» et l'exploitation de productions intensives «là-bas» au détriment des cultures vivrières.

Puis ce fut la 2^e campagne qui mit en évidence les méfaits de l'aide alimentaire concurrençant la production locale et qui favorisa la promotion des échanges triangulaires. Ces temps forts de réflexion, illustrés d'exemples parfois schématiques, ont atteint un but primordial : **«non pas culpabiliser mais coresponsabiliser»**.

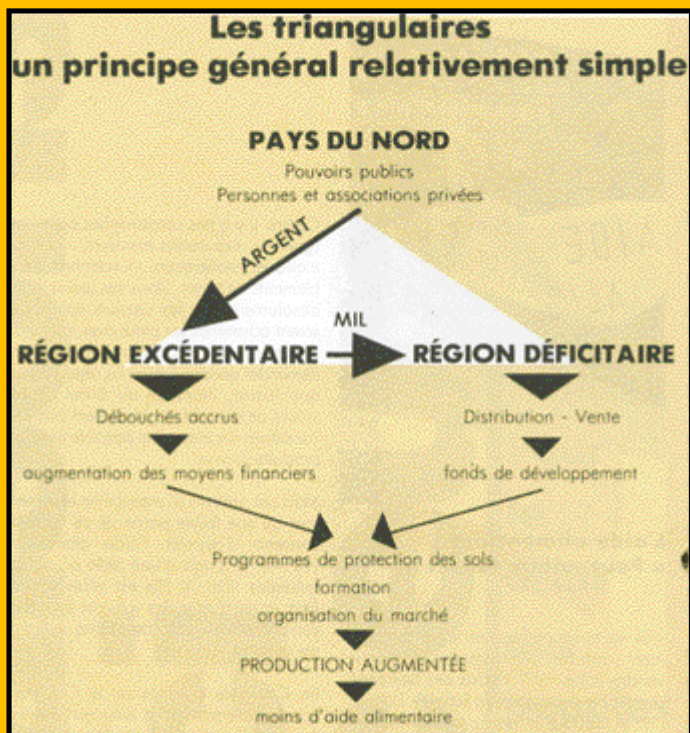
Des conférenciers de prestige, tel René Dumont, sont intervenus, de nombreuses animations organisées dans les rues, à la foire d'automne et dans les écoles ont mobilisé beaucoup d'énergie, mais la mise en évidence de l'étroite relation entre notre consommation et l'exploitation du tiers monde nous ont conduits, entre autres, à modifier nos habitudes alimentaires et à témoigner.

Deux autres campagnes d'envergure nous ont également interpellés : *«Drogue et développement»* suivie de *« Campagne coca »*. Sujet très sensible posant le problème de l'exploitation intensive de la coca en Amérique latine et du pavot en Asie, excluant par endroits les cultures de base, survie des petits paysans, sans oublier la criminalisation des producteurs de feuilles de coca.

Ce travail de réflexion et de sensibilisation a conduit dans le premier cas, entre autres animations, à un séminaire au Kirchberg, présidé par le ministre de la Santé d'alors, Monsieur Lahure, et animé par d'éminents intervenants spécialistes de chaque continent.



Monsieur Alain Labrousse, fondateur de l'Observatoire international des drogues, tint également une conférence suivie de débat sur les méfaits de la monoculture intensive du pavot et de la coca, la mainmise des narcotrafiquants sur culture et commerce plongeant les paysans dans une autre forme de dépendance.



Dans le second cas, une mission composée de représentants du ministère de la Coopération et de plusieurs ONG, Fabienne Grojean étant déléguée par FdH, a visité plusieurs organisations de paysans andins tentant de se mobiliser pour sortir de l'engrenage de la monoculture de la coca, produire des cultures vivrières alternatives et favoriser la transformation de la feuille de coca en produits non pernicieux.

Cette année, la récolte sera bonne, mais pour qui ?



Photo Jean Draud

Au cours des années 90, nos stratégies demeurent, en Afrique et en Amérique latine, l'appui à des activités économiques de groupements de femmes et de petits producteurs, création de banques d'épargne-crédit, de formation technique et professionnelle, tels les ateliers de réinsertion de jeunes en difficulté (Mali).